

Voici le cinquième numéro du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires. Sa diffusion aux militant-e-s, aux adhérent-e-s est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire à volonté, le glisser dans leurs propres journaux, bulletins, etc., en reprenant des articles...

## La crise ... internationale

La réalité de la mondialisation néolibérale dément les discours des pompiers pyromanes : **la crise financière atteint l'Union européenne et a immédiatement eu des conséquences sur l'économie réelle, la France et plusieurs pays de l'Union étant entrés en récession.**

La Banque centrale européenne (BCE) refuse jusqu'à présent de baisser les taux d'intérêt, qu'elle avait relevés en juin 2007, alors même que l'assèchement du crédit est un des problèmes majeurs de la situation. Plus même, la BCE se permet de mettre en garde les gouvernements contre « une spirale inflationniste susceptible de se déclencher si les hausses salariales dans la zone euro sont très élevées ». Alors que **la sous-consommation des ménages, avec ses effets sur l'investissement, est un des éléments qui entretient la spirale de la récession, la BCE préconise toujours une politique de déflation salariale qui va l'aggraver.**

Les gouvernements européens mènent une politique de colmatage des brèches qui les met à la merci de la spéculation financière. A peine évoqué par le gouvernement français, un plan d'ensemble, au contenu par ailleurs plus que discutable, a été rejeté dans son principe par le gouvernement allemand. Le gouvernement irlandais joue cavalier seul en garantissant la totalité des dépôts bancaires des

seules banques irlandaises attirant ainsi les capitaux des autres pays européens. Comme on pouvait s'y attendre, la réunion du G4 a été essentiellement une opération de communication.

C'est donc l'Union européenne qui, à ce moment crucial, apparaît incapable de faire face à la situation. Empêtrée dans le chacun pour soi, minée par l'idéologie néolibérale, par des traités et des politiques qui ont déréglementé à tout va et n'ayant pas construit d'instances démocratiques permettant aux citoyens de l'Union de peser réellement sur les choix, l'Union européenne est aujourd'hui à la croisée des chemins.

**Pour l'Union syndicale Solidaires, un plan d'ensemble européen est aujourd'hui nécessaire. Mais il ne doit pas consister à socialiser les pertes et à faire payer par les citoyens les turpitudes de la finance de marché.**

Ce plan d'ensemble doit clairement entamer une dynamique permettant que se mette en place un nouveau modèle économique qui ne soit plus au service des actionnaires mais à celui de la population, avec un nouveau partage de la richesse produite.

Concernant l'aspect financier de la crise, **l'Union syndicale Solidaires** préconise :

- ⇒ la création d'une zone financière européenne réglementée déconnectée du marché financier mondial aujourd'hui déréglementé, ce qui suppose de limiter la liberté de circulation des capitaux entre cette zone et le reste du monde,
- ⇒ l'interdiction de toute transaction financière avec les paradis fiscaux,
- ⇒ l'abandon des normes comptables basées sur la valeur de marché,
- ⇒ la création de pôles bancaires publics et l'encadrement des politiques bancaires,
- ⇒ le contrôle démocratique de la BCE,
- ⇒ l'abandon des critères de Maastricht,
- ⇒ l'interdiction de la titrisation et des transactions de gré à gré,
- ⇒ la fermeture des marchés à terme,
- ⇒ la taxation des transactions financières,
- ⇒ une augmentation de l'impôt sur le capital, en différenciant celle supportée par les bénéfices réinvestis de celle portant sur les profits distribués aux actionnaires.

**Ces mesures, et le choix d'une autre répartition des richesses, ne seront pas adoptés spontanément par les gouvernements et les institutions européennes. La crise actuelle n'en montre pas moins la nécessité et celle de construire les rapports de forces pour l'imposer.**

## Nos partenaires : Femmes en résistance

Le projet du site *Topics & Roses* a été lancé sur la base de l'appel lancé au FSM de Nairobi (Kenya) en janvier 2007. Il s'est donné pour vocation de **travailler à restituer des informations et analyses utiles sur les mouvements sociaux dans une perspective féminine, féministe ou de genre**. Une approche compatible avec la défense des droits humains et de la citoyenneté, à la fois antiraciste, non impérialiste, et non sectaire, un intérêt spécifique pour les luttes démocratiques et sociales sur fond de droit à l'autonomie de pensée et d'initiative des militantEs, une valorisation de la transversalité et des échanges entre mouvements comme enjeu de construction du débat dans cette période internationale troublée, voilà les valeurs promues par ce site.

**Un site d'information et d'analyse** : l'information est présentée sur *Topics&Roses* dans le cadre d'un projet journalistique et militant indépendant. Il ne représente pas nécessairement les vues et positions du site ni a fortiori celles d'entités et mouvements quels qu'ils soient, ni le collectif du même nom ou bien encore le festival de cinéma également homonyme. Ce site a pour but en effet de documenter le plus large éventail possible d'opinions et de mouvements autour de thèmes privilégiés : **batailles pour les droits des femmes dans un contexte de luttes sociales et dans un cadre de solidarité internationale tous deux en transformation ; analyses politiques à la croisée des critères de sexe, classe, race avec attention particulière aux batailles menées en lien aux religions ; initiatives et actualités politiques impliquant une dimension dite "genrée" particulière et que le Site souhaite mettre en avant dans la période...** Le but de ce site est ainsi d'informer et de partager analyses et expériences...

[www.resistingwomen.net](http://www.resistingwomen.net)

## Mali : 5 ans de lutte pour le service public ferroviaire

*Créé il y a 5 ans, le Collectif Citoyen pour la Restitution et le Développement Intégré du Rail Malien (COCIDIRAIL) continue le combat, avec la population malienne : manifestations, travail avec les syndicats de cheminots, campagne internationale, caravanes citoyennes le long de la voie, les militant-e-s du COCIDIRAIL agissent sans relâche. A l'issue de trois jours de débats, à Kita du 10 au 12 octobre, ils ont adopté une déclaration reprenant notamment les points suivants :*

COCIDIRAIL exige **l'ouverture immédiate et inconditionnelle des toutes les haltes et gares** et la mise en circulation des trains voyageurs, mixtes et marchandises nationaux et créer par la suite les conditions matériels de leur desserte conformément aux besoins des communautés riveraines, de l'économie locale et nationale.

Exige l'annulation pure, simple et immédiate de la concession de l'exploitation du chemin de fer Dakar-Bamako et la **renationalisation du chemin de fer**.

Recommande au gouvernement de la République, à l'Assemblée Nationale, aux élus locaux, à l'ensemble des communautés et à la nation malienne dans son ensemble, de s'élever au dessus des divergences catégorielles et des considérations subjectives individuelles et de groupe pour se remettre en cause **et travailler à trouver les voies et moyens de la restauration et de la réhabilitation de cet outil de développement** centenaire qu'est le chemin de fer afin de l'élever à la hauteur de ses missions actuelles et futures de socle du développement local et national dans l'intérêt bien compris de la nation malienne.

Exige le **respect scrupuleux et inconditionnel des droits acquis** (pension de retraite, congés payés, soins et visites médicaux gratuits, voyage gratuit pour le cheminot et sa famille) de haute lutte par les cheminots de toutes les générations, **fruits singuliers de la grande grève des cheminots de l'Afrique Occidentale Française** qui ne sauraient être l'objet de marchandages.

Exige **l'arrêt inconditionnel et immédiat du lourd endettement de notre pays** pour "sauver à tout prix" au mépris des intérêts et des droits fondamentaux des communautés et de la nation dans son ensemble, la mesure politique arbitraire et sans perspective autre que la ruine que constitue la concession dévastatrice, dégradante illégale du chemin de fer,

Exige **l'arrêt immédiat et inconditionnel de la spoliation du patrimoine immobilier et foncier du chemin de fer** dans le but d'en faire le garant des emprunts indispensables à sa réhabilitation et son développement.

Recommande le **recensement des ressources humaines propres au chemin de fer** dans le but de leur préservation et le transfert de compétences qui courent le risque de disparaître avec leurs porteurs.

Recommande **l'arrêt immédiat de la braderie du patrimoine foncier et immobilier du chemin de fer et la spéculation à diverses fins** (corruption des cadres) aussi bien que son recensement et sa sauvegarde dans l'intérêt du la nation.

Exige la **remise du Dr Tiècoura TRAORÉ dans la totalité de ses droits**. Tiècoura a été licencié par *Transrail s.a.* avec la bénédiction de l'Etat du Mali, pour sa prise d'initiative "Rendre le chemin de fer au Peuple Malien" et l'animation du Collectif Citoyen pour la Restitution et le Développement Intégré du Rail Malien (COCIDIRAIL) bien qu'étant à l'époque secrétaire administratif du syndicat des travailleurs du Rail (SYTRAIL).



[www.cocidirail.info](http://www.cocidirail.info)

## Tunisie : solidarité avec les emprisonnés et inculpés de Gafsa

*Communiqué unitaire CGT- CFDT - FSU - Solidaires – UNSA Education – SUD Education.*

Depuis janvier 2008, la population du bassin minier de Gafsa au Sud Ouest de la Tunisie mène, pacifiquement et dans la dignité, une importante révolte sur fond de grande pauvreté, de chômage endémique et de flambée des prix. Elle proteste **contre la corruption et pour le droit au travail et au développement local, réclame l'ouverture de négociations pour l'avenir de la région.**

**Le pouvoir central y a répondu par une répression de plus en plus dure, qui rend aujourd'hui le mouvement exsangue de ses leaders et de ses jeunes, et touche jusqu'aux soutiens militants du pays et de l'immigration, aux avocats et aux journalistes. La direction du mouvement a été arrêtée, des dizaines de syndicalistes impliqués dans le mouvement, notamment enseignants, subissent la torture et les mauvais traitements dans les geôles tunisiennes, dans l'attente de leurs procès. Parallèlement, le pouvoir criminalise aussi les soutiens extérieurs parmi l'immigration à l'étranger, comme en témoigne notamment l'inculpation en Tunisie de Mouhieddine Cherbib, président de la Fédération des Tunisiens Citoyens des Deux Rives (FTCR), à Paris.**

Nous, syndicats, protestons contre les arrestations des militants et syndicalistes du mouvement pacifique de Gafsa. Nous réclamons la **libération immédiate des détenus** en attente de procès ou condamnés.

Nous protestons contre la **criminalisation de la solidarité** avec ce mouvement et l'ingérence des autorités tunisiennes, à cette occasion, contre les ONG et institutions de la société civile, en France comme dans d'autres pays, lesquelles n'ont fait qu'agir dans le respect des lois de leurs pays.

Nous demandons à la présidence française et à l'Union européenne d'intervenir auprès de Tunis en raison du non respect par les autorités tunisiennes de la clause protégeant les droits de l'Homme contenue dans l'accord d'association entre la Tunisie et l'Union Européenne.

Nous exprimons notre **solidarité avec les syndicalistes emprisonnés et la lutte de la population minière de Gafsa** dont nous soutenons la juste cause

*Les syndicats de l'Enseignement secondaire et primaire ont organisé le 24 octobre une réunion nationale de soutien au Bassin Minier, au siège de l'UGTT à Tunis. Les forces de polices ont encerclés les locaux de la centrale où devait se tenir la réunion, ils ont empêché les participant-e-s en dehors des syndicalistes d'arriver jusqu'au lieu de la réunion. Beaucoup de militant-e-s et d'avocats ont été malmenés par la police.*

[www.ftcr.eu](http://www.ftcr.eu)

## Message de SUD Education aux enseignant-e-s du Mexique

La Fédération des syndicats SUD Éducation salue la lutte des enseignant-e-s mexicain-e-s, et tout particulièrement des enseignant-e-s de l'État de Morelos, contre la soi-disant « Alliance pour la qualité de l'éducation » (ACE). Cette ACE n'est rien d'autre que la **traduction en mexicain des consignes et recettes de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International, de l'OCDE et autres officines qui s'acharnent à mener le monde au désastre économique et social que nous connaissons aujourd'hui.** C'est-à-dire que sous un autre nom, c'est exactement la même politique de démolition de l'École publique, gratuite et laïque contre laquelle nous sommes à présent en train de nous battre en France. Des deux côtés de l'Atlantique, notre combat est le même, ce qui renforce encore notre solidarité envers vous, camarades.

**Au Mexique comme en France, NON à la démolition de l'École publique, gratuite et laïque !**

**Halte à la répression contre les enseignant-e-s et la population du Morelos !**

[www.sudeducation.org](http://www.sudeducation.org)

## Solidaires à travers le monde

Les membres de la commission internationale Solidaires sont présent-e-s à différentes initiatives en cette fin octobre :

- ➔ L'Union syndicale Solidaires était, les 22 et 23 octobre à Maputo (Mozambique), invitée à l'assemblée générale annuelle de **Via Campasina**, organisation syndicale internationale à laquelle adhère par exemple la Confédération paysanne.
- ➔ Les 29 et 30 octobre, la **CGT du Burkina** nous invite à Ouagadougou, pour les initiatives qu'elle organise pour son vingtième anniversaire
- ➔ Le 1<sup>er</sup> novembre, à Larache (Maroc), nous essaierons d'avancer dans la constitution d'un **réseau syndical euromaghrébin.**

<http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/>

## Nouvelles attaques contre le droit de grève en Italie

En Europe, la Grande Bretagne de Thatcher, mais aussi l'Italie sous un gouvernement de gauche furent les précurseurs d'une vaste remise en cause du droit de grève. Négocié avec les « grandes confédérations », qui privilégièrent leur combat contre les syndicats de base à la sauvegarde des droits essentiels des travailleurs/ses, le plan antigrève imposait déjà des règles inadmissibles : **préavis de plusieurs semaines, nombreuses périodes interdites**, etc.

Mais lorsqu'on ouvre la porte aux aspirations patronales, ça ne s'arrête pas ! Aujourd'hui, un ministre (ancien « socialiste ») de Berlusconi annonce de **nouvelles restrictions pour le droit de grève dans les services publics** :

- instauration de processus de **conciliation et arbitrage**,
- mesures pour éviter les annonces puis retrait du dépôt d'un préavis,
- obligation de **referendum et adhésion obligatoire individuelle obligatoire de chaque salarié é-e**,
- **intervalle substantiel entre deux journées de grève**, même s'il s'agit de secteurs différents,
- **grève virtuelle** (brassard autour du bras) ...

## Kanaky : la solidarité financière aussi, c'est important !

Des grèves en Nouvelle-Calédonie durent depuis des mois à cause de la volonté affichée de certains patrons de ne pas vouloir négocier avec l'USTKE, premier syndicat du Territoire. Les grévistes tiennent bon grâce à la solidarité des adhérent-e-s de l'organisation. Nous devons les soutenir nous aussi, ici, en France, car leur situation est vraiment difficile. De plus, des militants ont été condamnés le mois dernier à de très lourdes amendes et à des peines de prison. Il est clair que les autorités locales, soutenues par l'Etat français, veulent faire "plier" l'USTKE en mettant le syndicat dans des difficultés financières. **L'Union syndicale Solidaires a répondu à l'appel à solidarité financière, pour soutenir les grévistes et l'USTKE. D'autres chèques seront les bienvenus, à l'ordre de l'USTKE et à l'adresse suivante : Solidarité USTKE, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris.**



[www.solidaritekanaky.org](http://www.solidaritekanaky.org)

## Des chiffres et des dettes ...

*Extrait du bulletin de septembre/octobre du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde :*

En Côte d'Ivoire, ... l'activité économique nationale est au point mort. Les fermetures d'entreprises et les faillites sont devenues quotidiennes.

**Depuis 2007, aucun règlement de factures n'est fait aux petites entreprises individuelles qui, par ailleurs, n'ont souvent d'autres clients que l'État.** Certaines d'entre elles sont au bord de la banqueroute. Ce sont pourtant eux qui font fonctionner l'Etat de Côte d'Ivoire. Lequel est incapable d'honorer ses engagements financiers. Les arriérés de paiement intérieur sont estimés à 402,8 milliards de FCFA en 2007 (soit 614 millions €). Le stock de la dette intérieure, qui était de 820,1 milliards FCFA en 2003 (soit 1, 250 milliard €), atteint environ **1300 milliards de FCFA en 2008 (soit 2 milliards €)**.

**La dette publique extérieure était de 9 007 millions de dollars en 2005, et le service engloutit chaque année plus de 30% du budget.**

Le gouvernement, qui se bat avec acharnement pour atteindre le point de décision qui devrait rendre le pays éligible à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés a, en février dernier, choisi de **satisfaire la Banque mondiale plutôt que les besoins du peuple**, en versant d'une seule traite 118 milliards de francs CFA (soit 180 millions €). **En récompense, le peuple n'a eu droit qu'à des augmentations des tarifs et des prix.**

[www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

## L'international sur le site Solidaires

La commission internationale de Solidaires met régulièrement à jour des pages dédiées sur le site de notre Union syndicale : <http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/> Vous y trouverez les **revues internationales** déjà parues, **ce bulletin d'informations**, des dossiers par pays et par thème, et les derniers **communiqués Solidaires** concernant l'international.